

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N° 000027 / ASMI/MINEE/SG/DEL/2026 DU 23 MARS 2026
POUR RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ELABORATION
D'UNE POLITIQUE TARIFAIRE DE L'ELECTRICITE AU CAMEROUN

1. CONTEXTE

Le secteur de l'électricité au Cameroun occupe une place stratégique dans le développement économique et social du pays. L'accès à une énergie électrique fiable, de qualité et à un coût abordable constitue un levier essentiel pour l'industrialisation, la compétitivité des entreprises, l'amélioration des conditions de vie des ménages et l'atteinte des objectifs de développement durable.

Malgré un potentiel énergétique important, notamment hydraulique, le secteur fait face à plusieurs défis structurels. Ceux-ci incluent des besoins croissants en énergie liés à la croissance démographique et économique, des investissements lourds nécessaires pour le développement des infrastructures de production, de transport et de distribution, ainsi que des contraintes liées à la maintenance du réseau et à la réduction des pertes techniques et commerciales.

Dans ce contexte, la politique tarifaire de l'électricité doit concilier plusieurs objectifs parfois divergents. D'une part, elle doit garantir l'équilibre financier du secteur afin d'assurer la viabilité des opérateurs, d'encourager les investissements privés et publics, et de soutenir l'expansion et la modernisation des infrastructures. D'autre part, elle doit préserver l'accessibilité de l'électricité pour les ménages, en particulier les populations vulnérables, et soutenir le tissu économique national, notamment les petites et moyennes entreprises.

La politique tarifaire occupe une place centrale dans cet engagement. Elle constitue à la fois un **outil de régulation économique**, un **levier de protection des consommateurs** et un **mécanisme de soutenabilité financière du secteur**. Dans un contexte marqué par une augmentation de la demande en électricité, des besoins importants d'investissements dans les infrastructures de production, de transport et de distribution, ainsi que par la nécessité de réduire les pertes techniques et commerciales, la tarification de l'électricité doit évoluer de manière équilibrée et transparente.

Pour le **régulateur**, la politique tarifaire s'inscrit dans la mission de garantir un cadre équitable et prévisible, fondé sur la couverture des coûts efficaces du service public de l'électricité, tout

en incitant les opérateurs à améliorer leur performance opérationnelle. Elle doit permettre d'assurer la viabilité financière du secteur, d'attirer les investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs du Compact Énergétique, et de renforcer la confiance des acteurs, dans le respect des principes de transparence, de proportionnalité et de redevabilité.

Pour les **consommateurs**, la politique tarifaire doit répondre à l'exigence d'accessibilité et d'équité. Elle doit préserver le pouvoir d'achat des ménages, en particulier des couches sociales vulnérables, à travers des mécanismes de tarification sociale ou de subventions ciblées, tout en garantissant une amélioration progressive de la qualité et de la continuité du service électrique. Elle doit également être lisible et compréhensible, afin de favoriser l'acceptabilité sociale des tarifs et de promouvoir une consommation rationnelle et responsable de l'énergie.

La mise en place d'une politique tarifaire adaptée s'inscrit également dans le cadre de la régulation du secteur, visant la transparence, l'équité et la prévisibilité des prix. Elle doit tenir compte des coûts réels de production, de transport et de distribution de l'électricité, tout en intégrant des mécanismes de péréquation, de subvention ciblée ou de tarification sociale lorsque nécessaire.

Ainsi, conformément aux orientations du Compact Énergétique du Cameroun, la politique tarifaire constitue un outil stratégique et vise ainsi à établir un **équilibre durable entre la protection des consommateurs et la soutenabilité économique du secteur** tout en soutenant l'accès universel à l'électricité, la transition énergétique et la transformation économique du pays.

1. OBJET DE L'AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTERÊT (ASMI)

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la présélection de cabinets de consultance qualifiés en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'élaboration de la politique tarifaire de l'électricité au Cameroun qui vise à assurer l'accès universel à une électricité fiable et abordable, tout en garantissant la viabilité financière du secteur électrique.

2. CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Dans le cadre de cette mission, le cabinet de consultance retenu sera chargé d'exécuter, sous la supervision du Ministère de l'Eau et de l'Énergie, les prestations suivantes :

1. Analyse diagnostique du cadre tarifaire existant

- Examiner le cadre institutionnel, juridique et réglementaire régissant la tarification de l'électricité au Cameroun ;
- Analyser la structure actuelle des tarifs par catégorie d'usagers (ménages, industries et les professionnels.) ;

- Évaluer la cohérence du dispositif tarifaire en vigueur avec les objectifs de politique publique, notamment l'accès universel, la soutenabilité financière du secteur et la compétitivité économique.
- 2. **Analyse des coûts du secteur de l'électricité**
 - Analyser les coûts de production, de transport et de distribution de l'électricité, y compris les coûts liés aux différentes sources de production (hydraulique, thermique, renouvelables) ;
 - Évaluer l'impact des pertes techniques et commerciales sur la structure tarifaire ;
 - Examiner les mécanismes de compensation et de subvention existants ainsi que leur efficacité.
- 3. **Évaluation socio-économique et financière des tarifs**
 - Analyser l'impact des tarifs actuels sur les ménages ;
 - Évaluer l'impact sur les industries et les clients professionnels ;
 - Apprécier les effets des tarifs sur l'attractivité des investissements et la viabilité financière des opérateurs du secteur.
- 4. **Proposition d'une politique tarifaire nationale de l'électricité**
 - Définir les principes directeurs d'une politique tarifaire équitable, transparente et durable ;
 - Proposer une structure tarifaire adaptée aux différentes catégories de consommateurs ;
 - Intégrer des mécanismes de tarification sociale et de subventions ciblées en faveur des ménages à faible revenu ;
 - Proposer des mécanismes d'indexation et d'ajustement périodique des tarifs.
- 5. **Cadre institutionnel et réglementaire de mise en œuvre**
 - Proposer les ajustements institutionnels et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle politique tarifaire ;
 - Définir les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes (État, régulateur, opérateurs, collectivités territoriales) ;
 - Proposer les instruments juridiques requis (textes réglementaires, directives, conventions).
- 6. **Production des livrables**
 - Rapport de diagnostic du système tarifaire ;
 - Rapport d'analyse socio-économique et financière ;
 - Projet de politique tarifaire nationale de l'électricité ;
 - Projet de textes réglementaires et documents d'accompagnement ;
 - Rapport final validé intégrant les observations de l'administration.

3. PROFIL DU CONSULTANT

Le cabinet à recruter devra justifier des qualifications académiques, de l'expérience professionnelle et des compétences suivantes :

- 1 Être légalement disposant d'une existence juridique reconnue et d'au moins 10 ans d'expérience générale ;
- Justifier d'au moins **5 ans d'expérience** dans l'analyse économique, financière et tarifaire des services publics ainsi que dans le domaine de la régulation, en particulier dans le secteur de l'électricité. Avoir conduit au moins **trois missions similaires au cours des 10 dernières années** dans la sous-région ou à l'international

dans les domaines de la tarification de l'électricité, de la régulation des services publics, des réformes tarifaires ou de l'économie de l'énergie Démontrer une expertise avérée dans l'analyse économique, financière et tarifaire des services publics, en particulier dans le secteur de l'électricité;

- Disposer d'une bonne connaissance du secteur de l'électricité en Afrique sssaharienne , avec une expérience spécifique en Afrique subsaharienne ;
 - Disposer d'un personnel permanent qualifié et d'un réseau d'experts consultants ayant les qualifications principales suivantes :
- Un Chef de mission – Expert senior en économie de l'énergie ou en régulation tarifaire) ;
 - Un spécialiste en anayse financière et modélisation tarifaire ;
 - Un Spécialiste en finances publiques ;
 - Un Juriste ou expert en réglementation ;
 - Un Spécialiste en économie sectorielle (selon le domaine concerné) ;
 - Un Expert en politiques publiques.

Chaque expert clé devra disposer d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans son domaine de spécialisation e d'une xpérience pertinente d'au moins 10 ans ;

4. PARTICIPATION

La participation à la présente sollicitation est ouverte aux cabinet nationaux et internationaux disposant d'une expérience avérée dans les domaines de la tarification de l'électricité, de la régulation économique ou des réformes des services publics. Les consultants peuvent s'associer en groupement pour renforcer leurs compétences.

5. DOSSIER DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Les dossiers à manifestation d'intérêt devront être présentés dans une enveloppe scellée contenant à l'intérieur, deux enveloppes.

La première enveloppe dite « enveloppe A » portera la mention « pièces administratives » et contiendra les documents ci-après :

N° d'ordre	Documents
A1	lettre de déclaration de manifestation d'intérêt du consultant timbrée à 1500 FCFA, faisant apparaitre la raison sociale, l'adresse du siège social, les contacts de l'entreprise ou du groupement
A2	Attestation de Non redevance
A3	Photocopie de la carte de contribuable
A4	Certificat d'imposition
A5	Un plan de localisation
A6	Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP)
A7	L'accord de groupement le cas échéant
A8	la déclaration d'intention de soumissionner faisant connaître les noms, prénoms, qualité du signataire timbrée au tarif en vigueur

La deuxième enveloppe dite « enveloppe B » portera la mention « offre technique ». Elle contiendra tous les documents relatifs à la compétence et aux références des soumissionnaires constitués dans l'ordre indiqué dans le tableau suivant :

N° d'ordre	Documents
B1	Organisation du Consultant : - Disponibilité d'un document permettant d'identifier le statut comme Consultant et l'activité principale de la firme ; - L'organigramme du Consultant
B2	Liste du personnel clé spécialisé qui devra exécuter la mission ; accompagnée des pièces suivantes pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois au plus. Joindre les CV datés et signés par les intéressés et le diplôme
B3	Références du Consultant dans les domaines de la tarification de l'électricité, de la régulation des services publics, des réformes tarifaires ou de l'économie de l'énergie. Le Consultant présentera ses références dans un tableau synoptique faisant ressortir : - les projets réalisés et les Maîtres d'Ouvrages correspondants ; - les copies des contrats signés (première et dernière page) ; - le lieu d'exécution du projet ; - la copie du procès-verbal de validation; - le certificat de bonne fin délivré par le maître d'ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin. Le soumissionnaire pourra par ailleurs joindre les rapports et brochure se rapportant aux prestations similaires effectuées dans les conditions semblables, ainsi que tout autre document susceptible de faciliter une meilleure compréhension du projet.

6. CRITÈRES ÉLIMINATOIRES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

6.1 Critères éliminatoires :

- Fausse déclaration ;
- Dossier incomplet ;
- Absence d'un profil technique clé.

6.2 Critères d'évaluation

L'évaluation du consultant candidats portera sur les critères ci-dessus :

	GRILLE D'EVALUATION	Note /100
1.	Présentation Général de l'offre	5 pts

2.	Organisation et méthodologie d'exécution de la mission	10 pts
3.	Capacité financière	5 pts
4.	Expérience générale du Consultant	15 pts
5.	Expérience spécifique du Consultant : nombre de contrats similaires à des missions dans les domaines de la tarification de l'électricité, de la régulation des services publics, des réformes tarifaires ou de l'économie de l'énergie	35 pts
6.	L'expérience et qualification du personnel affecté à la Mission Pour les personnels clés, il sera tenu compte du CV et du Diplôme, on comptabilisera l'expérience dans le domaine.	30 pts
	Total Général	/100

7. DATE ET LIEU DE DEPÔT DES OFFRES

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23 AVR 2026 à 15 heures et 30 minutes. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET
N° 000 000 271 /ASMI/MINEE/SG/DEL/2026 DU 23 AVR 2026

**POUR RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ELABORATION
D'UNE POLITIQUE TARIFAIRE DE L'ELECTRICITE AU CAMEROUN**

« A OUVRIR UNIQUEMENT EN SALLE DE DÉPOUILLEMENT »

**MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE
DIRECTION DE L'ELECTRICITÉ
BP : 70 YAOUNDÉ – Cameroun
Tél : +237 222 22 12 49**

8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de la Direction de l'Electricité du Ministère de l'Eau et de l'Energie porte 05T06, numéro de téléphone : + 237 222 22 12 49.

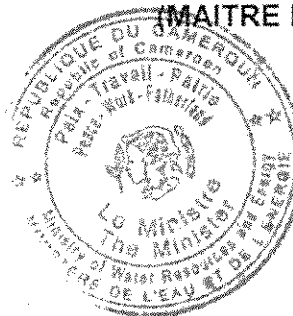
9. PUBLICATION DES RESULTATS

Seuls les candidats ayant fourni les pièces administratives requises et ayant obtenu une note technique de 70 points au moins seront retenus pour l'Appel d'Offres International Restreint qui sera lancé selon les règles et procédures définies par la réglementation en vigueur en République du Cameroun. /-

Ampliations :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- DAG/MINEE ;
- CIPM/MINEE (pour information) ;
- CHRONO.

YAOUNDE LE 23 MARS 2026
**LE MINISTRE DE L'EAU ET DE
L'ENERGIE**
(MAITRE D'OUVRAGE)



G. Essomba Gaslon
Essomba Gaslon

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

N°0000271 / ASMI/MINEE/SG/DEL/2026 DU 23 MARS 2026

**FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT IN CHARGE OF
DEVELOPING AN ELECTRICITY TARIFF POLICY IN CAMEROON**

1. BACKGROUND

The electricity sector in Cameroon plays a strategic role in the country's economic and social development. Access to reliable, high-quality and affordable electricity is a key driver for industrialisation, business competitiveness, improved living conditions for households and the achievement of Sustainable Development Goals.

Despite a significant energy potential, particularly in terms of hydropower, the sector faces several structural challenges namely: growing energy needs linked to population and economic growth, heavy investment required for the development of production, transmission and distribution infrastructure, and constraints related to network maintenance and the reduction of technical and commercial losses.

In this context, electricity pricing policy must reconcile several objectives that are sometimes conflicting. On the one hand, it must guarantee the sector's financial stability to ensure that operators are viable, encourage private and public investment, and support the expansion and modernisation of infrastructure. On the other hand, it must preserve the affordability of electricity for households, and support the national economic fabric, especially small and medium-sized enterprises.

Tariff policy plays a central role in this commitment. It is both an **economic regulation tool**, a **lever for consumer protection** and a **mechanism to ensure the sector's financial sustainability**. In a context marked by increasing demand for electricity supply, huge investment needs in terms of production, transmission and distribution infrastructure, and the need to reduce technical and commercial losses, electricity pricing must evolve in a balanced and transparent manner.

For the **regulator**, a pricing policy is part of its mission to ensure a fair and predictable framework based on covering the efficient costs of public electricity services, while encouraging operators to improve their performance. This policy must ensure the financial viability of the sector, attract the investment needed to achieve the objectives of the Energy Compact, and strengthen the confidence of stakeholders, in accordance with the principles of transparency, proportionality and accountability.

For **consumers**, a pricing policy must meet the requirements of accessibility and fairness and preserve the purchasing power of households, particularly vulnerable social groups, through social pricing mechanisms or targeted subsidies, while ensuring a gradual improvement in the quality and continuity of the electricity service. There must also be a clear understanding of the policy in order to promote social acceptance of tariffs and encourage rational and responsible energy consumption.

The implementation of an appropriate pricing policy is also part of the sector's regulation, aiming for transparency, fairness and price predictability. The actual costs of electricity production, transmission and distribution must be taken into account, while incorporating equalisation mechanisms, targeted subsidies or social pricing where necessary.

Thus, in accordance with the guidelines of Cameroon's Energy Compact, the tariff policy is a strategic tool that aims to **establish a sustainable balance between consumer protection and the sector's economic sustainability**, while supporting universal access to electricity, energy transition and Cameroon's economic transformation.

1. PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

The purpose of this Call for Expressions of Interest is to pre-select qualified consulting firms with a view to recruiting a consultant to develop Cameroon's electricity pricing policy, which aims to ensure universal access to reliable and affordable electricity while ensuring the financial viability of the electricity sector.

2. SCOPE OF THE WORK

As part of this assignment, the selected consulting firm will be responsible for performing the following tasks under the supervision of the Ministry of Water and Energy:

1. Diagnostic analysis of the existing tariff framework

- Examine the institutional, legal and regulatory framework governing electricity pricing in Cameroon;
- Analyse the current tariff structure by user category (households, industries and professionals);
- Assess the consistency of the current tariff system with public policy objectives, in particular universal access, the sector's financial sustainability and economic competitiveness.

2. Cost analysis of the electricity sector

- Analyse the costs of electricity generation, transmission and distribution, including costs associated with different sources of generation (hydropower, thermal, renewables);
- Assess the impact of technical and commercial losses on the tariff structure;
- Examine existing compensation and subsidy mechanisms and their effectiveness.

3. Socio-economic and financial assessment of tariffs

- Analyse the impact of current tariffs on households;
- Assess the impact on industries and business customers;
- Assess the effects of tariffs on the attractiveness of investments and the financial viability of operators in the sector.

4. **Proposal of a national electricity pricing policy**
 - Define the guiding principles of a fair, transparent and sustainable pricing policy;
 - Propose a pricing structure tailored to different categories of consumers;
 - Integrate social pricing mechanisms and targeted subsidies for low-income households;
 - Propose mechanisms for indexing and periodically adjusting tariffs.
5. **Institutional and regulatory framework for implementation**
 - Propose the institutional and regulatory adjustments necessary for the implementation of the new tariff policy;
 - Define the roles and responsibilities of the various stakeholders (State, regulator, operators, local authorities);
 - Propose the necessary legal instruments (regulatory texts, directives, agreements).
6. **Production of deliverables**
 - Diagnostic report on the tariff system;
 - Socio-economic and financial analysis report;
 - Draft national electricity tariff policy;
 - Draft regulatory texts and accompanying documents;
 - Final validated report incorporating the administration's comments.

3. CONSULTANT PROFILE

The firm to be recruited must demonstrate the following academic qualifications, professional experience and skills:

- Be legally recognised as a legal entity with at least 10 years of general experience;
- Have at least **5 years' experience** in economic, financial and tariff analysis of public services and in the field of regulation, particularly in the electricity sector. Have carried out at least **three similar assignments in the last 10 years** in the sub-region or internationally in the fields of electricity pricing, public service regulation, tariff reforms or energy economics. Demonstrate proven expertise in economic, financial and tariff analysis of public services, particularly in the electricity sector;
- Have a good knowledge of the electricity sector in sub-Saharan Africa, with specific experience in sub-Saharan Africa;
- Have qualified permanent staff and a network of expert consultants with the following key qualifications:
 - **A Head of Mission that** must be an expert in energy economics or tariff regulation with at least 15 years of experience in the energy sector, specifically in the regulation and pricing of electricity systems;
 - **A specialist in financial analysis and tariff modeling** with at least 10 years of experience in electricity pricing;
 - **A Public Finance Specialist** with 10 years of experience in implementation and a degree in public financial law or public accounting;
 - **A Lawyer or Regulatory Expert** with 10 years of experience in the energy sector and a strong command of electricity system regulation;
 - **A Data Analysis Specialist** with 10 years of experience in the specific field of energy;

- **A Market Expert** with 10 years of experience in the analysis of consumption trends based on the changes in demand in the electricity sector.

Each key expert must hold at least a Master's Degree (A Level+5) in their field of specialisation with at least 10 years of relevant experience;

4. PARTICIPATION

Participation in this Call for Expression is open to national and international firms with proven experience in the fields of electricity pricing, economic regulation, or public service reforms. Consultants may form joint ventures to strengthen their capacities.

5. EXPRESSION OF INTEREST

Expressions of interest must be submitted in a sealed envelope containing two inner envelopes.

The first envelope, referred to as "Envelope A," shall be labelled "Administrative Documents" and shall contain the following documents:

Order No.	Documents
A1	Letter of expression of interest from the consultant, stamped at CFAF1,500, indicating the company's name, registered office address and contact details of the company or consortium
A2	Tax Clearance Certificate
A3	Photocopy of the Taxpayer's card
A4	Tax certificate
A5	Location plan
A6	Certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP)
A7	Consortium agreement, if applicable
A8	Declaration of intent to bid indicating the full name and capacity of the signatory, duly stamped

The second envelope, referred to as "Envelope B," shall be labelled "Technical Offer." It shall contain all documents relating to the competence and references of the bidders, arranged in the order indicated in the following table:

Order No.	Documents
B1	Consultant's organisation: - Availability of a document identifying the firm's status as Consultant and its main activity; - Consultant's organisational chart
B2	List of key specialised personnel who will carry out the assignment, accompanied by the following documents for each expert, less than three (03) months old: - Attach CVs dated and signed by the individuals concerned and their diplomas

B3	Consultant's references in the fields of electricity pricing, public service regulation, tariff reforms, or energy economics. The Consultant shall present their references in a summary table showing: - The projects carried out and the corresponding Contracting Authorities; - Copies of signed contracts (first and last pages); - The location of project execution; - Copy of the validation report; - Certificate of satisfactory completion issued by the Contracting Authority or its services, or release certificate of the performance bond. The bidder may also attach reports and brochures relating to similar services performed under similar conditions, as well as any other document likely to facilitate a better understanding of the project.
----	--

6. ELIMINATORY AND EVALUATION CRITERIA

6.1. Eliminary criteria

- False declaration;
- Incomplete file;
- Absence of a key technical profile.

6.2 Evaluation criteria

The candidates will be evaluated based on the following criteria:

	EVALUATION GRID	Score/100
1.	General presentation of the bid	5 pts
2.	Organisation and methodology proposed to carry out the mission	10 pts
3.	Financial capacity	5 pts
4.	General experience of the Consultant	15 pts
5.	Specific experience of the Consultant: number of contracts that are similar to missions in the fields of electricity pricing, public service regulation, tariff reforms, or energy economics	35 pts
6.	Experience and qualifications of personnel assigned to the mission For key personnel, the CV and diplomas will be taken into account, as will their experience in the field.	30 pts
	General score	/100

7. DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF BIDS

As the submission is online, the offer, written in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 22 AVR 2026 at 3:30 PM. A backup copy of the offer, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope

clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above statement, within the specified deadline.

File Size and Format

For online submissions, the maximum file sizes for documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;

- 15 MB for the Technical Offer.

The accepted formats are:

- PDF for text documents;

- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

. with the following mention:

00 000 0271 /ASMII/MINEE/SG/DEL/2026 DU 23 MARS 2026
**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT IN CHARGE OF DEVELOPING AN
ELECTRICITY TARIFF POLICY IN CAMEROON**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

MINISTRY OF WATER AND ENERGY

DEPARTMENT OF ELECTRICITY

P.O. Box: 70 YAOUNDE – Cameroon

Tel: +237 222 22 12 49

8. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained from the Department of Electricity of the Ministry of Water and Energy, Room 05T06, telephone number: +237 222 22 12 49.

9. PUBLICATION OF RESULTS

Only candidates who have provided the required administrative documents and obtained a technical score of at least 70 points will be selected for the Restricted International Invitation to Tender which will be launched in accordance with the rules and procedures in force in the Republic of Cameroon. /-

Yaounde on 23 MARS 2026

**The Minister of Water and Energy,
Contracting Authority**

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- DAG/MINEE;
- CIPM/MINEE (for information);
- CHRONO/ARCHIVES.



G. Essomba Gaston